

Cayenne, le 29 novembre 2008

Les Partis politiques de Guyane

à

Monsieur Nicolas SARKOZY
Président de la République française
Palais de l'Élysée
75008- Paris

Monsieur le Président,

Depuis une semaine, une mobilisation populaire rassemble toutes les composantes de la population, ainsi que les différentes catégories de groupements de socioprofessionnels et de salariés de la Guyane, contre la hausse des prix des carburants, qui atteint un niveau insupportable (1,77 euros pour l'essence et 1,55 euros pour le gazole, soit le plus élevé de France, voire du monde).

Cette situation a conduit à une paralysie totale du pays. La population guyanaise exige une baisse de 50 centimes du prix des carburants. Cette revendication intervient dans un contexte d'appauvrissement des familles et de dégradation du tissu économique.

Ce samedi 29 novembre 2008, l'ensemble des partis politiques de Guyane réaffirme son soutien de façon unitaire et sans réserve à la revendication populaire, juste et légitime, pour une baisse de 50 centimes minimum du prix des carburants.

Le Secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, bien que reconnaissant l'opacité dans la détermination du prix des carburants, a décidé, unilatéralement, une baisse de 30 centimes, immédiatement rejetée par l'ensemble du corps social. Dans le même temps, il demande au Conseil régional d'intervenir sur la taxe spéciale de consommation sur les carburants, perçue également pour le compte des collectivités municipales et départementale, à hauteur de 10 à 15 centimes.

Cette solution s'avère impossible, les collectivités ne disposant pas de moyens suffisants nécessaires à l'accomplissement des missions qui leur sont conférées par la loi.

La venue annoncée d'une mission de l'inspection générale des finances, chargée d'établir la vérité sur les coûts, doit voir son champ d'investigation élargi à la problématique du pouvoir d'achat.

Cette crise est un révélateur supplémentaire du malaise social.

Le dispositif du prix administré, justifié par la situation de monopole de fait du fournisseur de carburants, a normalement pour finalité de protéger les consommateurs contre d'éventuels abus. Il apparaît clairement, qu'en Guyane, les mesures prises par l'Etat ont davantage protégé les intérêts corporatistes de la SARA, de la SOCATRA et des pétroliers au détriment des consommateurs.

Les partis signataires demandent que la finalité du prix administré soit rétablie, et que l'Etat redevienne garant de l'intérêt général. Si le prix administré n'est pas le meilleur instrument pour garantir l'intérêt général, les collectivités et l'Etat devront rechercher les alternatives permettant d'assurer aux citoyens une plus juste répercussion du prix, notamment à la baisse.


Compte tenu de l'extrême gravité de cette situation, nous vous demandons de prendre, Monsieur le Président, toutes les décisions nécessaires à l'aboutissement de la juste demande du peuple guyanais.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de notre haute considération.


Parti Socialiste Guyanais


MS LALSIE
Secrétaire général


Forces Démocratiques de Guyane


Gil HORM
Secrétaire général

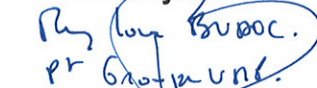
WALWARI


Audrey NARIE
-conseiller régional
-députée suppléante


**Mouvement de décolonisation
et d'émancipation de la Guyane**


F. CARAY
Secrétaire à l'organisation

UMP Guyane


P. Guy
Pr Groupement

Les Verts Guyane



P. Menard
Secrétaire Régional

Nouvelles Forces de Progrès

AIRABIE Jean-narc
Président de N.F.P



Fédération Guyane du Parti socialiste


JEAN-BAPTISTE EDOUARD
le C. P. K